



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 Bethune

Béthune, le 28/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NORTANKING

RN 17

Lieu-dit "Le Bois des Mottes"

62880 Annay

Références : 0048-2025

Code AIOT : 0007000799

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/01/2025 dans l'établissement NORTANKING implanté RN 17 Lieu-dit "Le Bois des Mottes" BP 5 62880 Annay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Il s'agit d'une inspection inopinée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NORTANKING
- RN 17 Lieu-dit "Le Bois des Mottes" BP 5 62880 Annay
- Code AIOT : 0007000799

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le dépôt d'Annay-sous-Lens est spécialisé dans le stockage d'hydrocarbures (gazole et fuels).

Les activités exercées consistent à :

- la réception des produits pétroliers par camions ou barge ;
- le stockage des hydrocarbures dans 9 des 12 réservoirs aériens du site (capacité de stockage de 50000m³);
- l'additivation des produits en ligne;
- le remplissage des camions-citernes pour la distribution vers les clients. Le site couvre une superficie d'environ 70 ha, il est bordé par le canal de la Deûle au nord et, par la nationale 17 au sud. L'établissement est une installation classée pour la protection de l'environnement régulièrement autorisée par arrêté préfectoral du 04/05/1984 délivré au bénéfice de la société DPCA. La société NORTANKING a repris l'exploitation de l'établissement en mars 2004 (récépissé du 18/03/2004). L'établissement est classé Seveso seuil haut par dépassement direct des quantités mentionnées à la rubrique 47xx. Le Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) a été approuvé par arrêté préfectoral du 05/04/2013 ; il porte sur le territoire des communes de Annay-sous-Lens, Pont à Vendin et Estevelles. Le Plan Particulier d'Intervention (PPI) a été approuvé par arrêté préfectoral du 24/09/2013.

Thèmes de l'inspection :

- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contrôle des accès	AP Complémentaire du 28/02/2018, article 4.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans la nuit du 05 octobre 2024, une voiture particulière a percuté et endommagé les barrières donnant accès à l'établissement. L'inspection a été informé des mesures palliatives mises en place par l'exploitant. L'Inspection attend sous :

- 15 jours, conformément à l'article 2.1.4 de l'arrêté du 28/02/2018, que l'exploitant lui transmette un rapport d'incident précisant notamment les circonstances et les causes de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un incident similaire et, pour pallier les effets à moyens et long termes ;
- 3 mois, conformément à l'article 1.3.2 de l'arrêté du 28/02/2018, que l'exploitant informe le préfet des modifications apportées aux systèmes de prévention des risques technologiques mentionnés au titre 4 du même l'arrêté.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/02/2018, article 4.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des accès
Prescription contrôlée : Les accès à l'établissement sont constamment fermés ou surveillés. Seules les personnes autorisées par l'exploitant, et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte de l'établissement.
Constats : L'inspection conduite sur site le 21/01/2025 a été diligentée suite à un accident de la circulation qui a impacté la barrière d'accès à l'établissement. Relevant de la sûreté de l'établissement, les principaux constats sont traités comme des données sensibles et font l'objet d'une annexe confidentielle.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous 15 jours, conformément à l'article 2.1.4 de l'arrêté du 28/02/2018, l'exploitant doit transmettre un rapport d'incident à l'inspection des installations classées précisant notamment les circonstances et les causes de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un incident similaire et pour pallier les effets à moyens et long termes; Sous 3 mois, conformément à l'article 1.3.2 de l'arrêté du 28/02/2018, l'exploitant doit informer le préfet des modifications apportées aux systèmes de prévention des risques technologiques mentionnés au titre 4 du même arrêté.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours